

*Affaires courantes*

certain nombre de résidents d'Oxford House, Grassy Narrows, Bear Island, Crocus Bay, Oil Springs et Nelson House, qui indiquent que puisque les Canadiens désirent instituer un jour spécial pour honorer les premiers habitants du Canada et célébrer les cultures autochtones, le 21 juin serait le jour le plus approprié. Ils demandent par conséquent au Parlement d'adopter le projet de loi C-268, Loi concernant l'institution d'un jour d'expression nationale de solidarité à l'égard des premières nations du Canada.

## L'EXPORTATION DE L'EAU

**M. Nelson A. Riis (Kamloops):** La deuxième pétition porte sur un sujet différent. Les pétitionnaires, résidant tous à Clearwater, en Colombie-Britannique, expriment tout simplement leur inquiétude à l'égard de tout projet éventuel de dérivation des eaux et demandent au gouvernement canadien d'adopter une mesure législative interdisant la vente de nos rivières.

## LES PERSONNES ÂGÉES

**M. Lawrence MacAulay (Cardigan):** Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai le plaisir de présenter une pétition au nom d'un certain nombre de personnes âgées.

Les pétitionnaires veulent attirer l'attention de la Chambre sur le fait que des centaines de milliers de Canadiens vivent sous le seuil de la pauvreté et qu'il serait souhaitable qu'on leur fournisse le soutien nécessaire pour leur permettre de mener une vie aussi indépendante que possible.

En conséquence, les pétitionnaires demandent au Parlement et prient instamment le gouvernement de faire en sorte que les prestations de la pension canadienne de sécurité de la vieillesse suffisent à assurer les besoins de base des personnes âgées.

## LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

**M. John Brewin (Victoria):** Monsieur le Président, moi aussi j'ai une pétition à présenter à la Chambre; elle vient de résidents de ma circonscription de Victoria.

Les pétitionnaires demandent à la Chambre d'envisager d'exempter les produits sanitaires féminins de la taxe sur les produits et services. Une centaine de personnes au moins, la plupart de Victoria, ont signé cette pétition que je transmets à la Chambre.

\* \* \*

## QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

**M. Jim Edwards (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des**

**communes):** Monsieur le Président, nous répondons aujourd'hui à la question n° 366.

[Texte]

Question n° 366—**M. Belsher:**

Quelle est la somme totale des fonds fédéraux, en dollars, crédits, services, prêts et subventions, reçus annuellement depuis 1988 par a) le comité canadien d'action sur le statut de la femme, b) le Fonds d'action et d'éducation juridiques pour les femmes (FAEJ) et c) R.E.A.L. Women?

**M. Jim Edwards (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes):** Le ministère de la Justice et le Secrétariat d'État du Canada m'informent comme suit:

	Justice Canada	Secrétaire d'État du Canada
a) Le Comité national d'action sur la situation de la femme		
	\$	\$
1991-1992	5 657,83	300 000,00
1990-1991	-	396 000,00
1989-1990	-	506 000,00
1988-1989	-	621 897,00
1987-1988	-	630 678,00
b) Le fonds d'action et d'éducation juridiques pour les femmes (FAEJ)		
1991-1992	18 112,62	232 248,00
1990-1991	-	257 198,00
1989-1990	26 859,00	257 498,00
1988-1989	19 250,00	273 233,00
1987-1988	-	276 770,00
c) REAL Women du Canada		
1991-1992	2 241,28	6 916,14
1990-1991	-	-
1989-1990	-	2 095,00
1988-1989	-	21 212,00
1987-1988	-	-

[Traduction]

**M. le Président:** On a répondu à la question mentionnée par le secrétaire parlementaire.